

# Réseau de veille- Avortement

Bulletin 50- Mars 2013

## Mot d'introduction

En attendant le printemps, nous vous présentons avec grand plaisir le cinquantième bulletin de veille sur l'avortement ici et dans le monde. L'actualité est encore une fois riche en rebondissements... Et surtout en reculs en ce qui a trait à l'accessibilité des services d'avortement.

À surveiller ce mois-ci : la première heure de discussion de la motion M-408, sur l'avortement sexo-sélectif, le 28 mars. L'hypocrisie de la fondation Komen (ruban rose) dans la promotion de la santé des femmes. Et une série d'outils et de recherches sur l'approche de réduction des méfaits, en réponse à une tendance de plus en plus lourde de criminalisation des femmes pendant leur grossesse.

Nous rappelons que ce document est un document de travail réalisé par la FQPN pour soutenir le travail et la réflexion critique de ceux et celles qui sont impliqués dans les luttes et mobilisations pour l'accès à l'avortement.

Du côté de la FQPN, nous avons une excellente nouvelle puisqu'une nouvelle employée, Emelia Koberg, va nous accompagner pendant les 6 prochains mois. Elle va notamment travailler sur un projet artistique de développement de la culture pro-choix. Nous lui souhaitons donc la bienvenue! Et encore une fois merci à nos bénévoles!

L'équipe de la FQPN

## Table des matières

Avortements sexo-sélectifs (M-408) .....	2
Les centres d'aide à la grossesse .....	4
Pendant ce temps au Canada... les anti-choix s'agitent .....	6
L'actualité de l'avortement aux États-Unis .....	7
L'actualité de l'avortement à travers le monde .....	8
Infos et outils utiles pour la militance pro-choix.....	10
Les statistiques sur l'avortement et la contraception.....	10
Rapports et recherches sur l'avortement et la contraception.....	10
Argumentaires et débats pro-choix.....	10
Initiatives et prises de positions pro-choix inspirantes.....	12
Historique des luttes pour l'avortement.....	13
Outils .....	13
Sujet chaud : la criminalisation de la grossesse. ....	13

## Avortements sexo-sélectifs (M-408)

La motion M-408 va être discutée pendant une heure en Chambre le 28 mars. Cette question est en permanence présente dans les médias depuis l'hiver dernier et l'on s'attend à ce que la discussion provoque beaucoup de remous. Nous vous invitons à relire le bulletin spécial n° 47 afin de vous replonger dans le contexte et l'argumentaire. Nous allons aussi faire paraître un argumentaire sur le sujet dans la semaine précédant la discussion.

Rappelons que M. Warawa, ce fier défenseur des femmes, a déjà déposé des dizaines de pétitions réclamant la protection de la vie « de la conception à la mort naturelle », ainsi que pour l'abolition du registre des armes à feu, pour la cessation du financement des activités de planning familial à l'international et contre le mariage des conjoints de même sexe. Vous pouvez suivre les activités de ce très progressiste député grâce aux liens suivants :

- [La campagne M-408](#)
- [Page Facebook de la motion 408](#)
- [Fil twitter](#) de Warawa
- [Openparliament.ca](#) (Pour suivre les twits du député et les articles à son propos)
- [Open parliament.ca](#) : les déclarations de Mark Warawa en Chambre

Alexa Conradi, présidente de la FFQ, a eu l'occasion de parler de la question de l'avortement sexo-sélectif à BAZZO.TV. et Joyce Arthur vient de publier un argumentaire complet contre cette motion (en anglais)

- [Entrevue](#) d'Alexa Conradi, présidente de la FFQ à Bazzo.TV, 21 fév. 2013
- Joyce Arthur, 11 mars, [Motion 408 : une imposture](#)

## Les avortements tardifs

On se rappelle que le mois de janvier a été jalonné d'interventions à propos des avortements tardifs suite à la demande de trois députés conservateurs à la Gendarmerie royale du Canada (GRC) d'enquêter sur certains avortements faits après 20 semaines de grossesse.

Cette initiative avait alors poussé M. Harper à répéter qu'il n'avait pas l'intention de rouvrir le débat sur l'avortement. Le sujet continue néanmoins d'être omniprésent, notamment grâce au *National Post* qui a fait paraître un article, de façon presque quotidienne, sur le sujet durant le mois de février.

- Mylene Tremblay, Mars 2013, Châtelaine, « L'ultime Tabou » et « Le médecin de la dernière chance ». Les articles ne sont pas disponibles en ligne mais sont très intéressants.
- Jean-François Cliche, Le Soleil, 4 février, [Avortement: l'appel du vide](#)

Toute horripilante soit-elle, la campagne larvée (et très obstinée) que mène la frange pro-vie du Parti conservateur du Canada (PCC) finira peut-être par avoir une utilité, après tout : celle de nous faire réaliser qu'il faudra bien, un jour, éliminer le flou juridique entourant l'avortement. Pas tant pour en limiter l'accès, notons-le, que pour protéger ce droit contre de futures attaques.

Or ceux-ci ne peuvent écrire les lois. Et si ce vide juridique avait été comblé, par exemple, en excluant l'IVG du Code criminel de façon plus explicite qu'en notant simplement le moment où un fœtus devient une « personne », M. Vellacott n'aurait pas eu de raison d'« alerter » la police. Si ce vide avait été comblé par un cadre bien défini, les militants antichoix ne claironneraient pas que le Canada tolère des interruptions de grossesse jusqu'à 40 semaines - ce qui n'est vrai que dans la plus pure théorie car en réalité, seulement 2 à 3 % sont pratiquées après 16 semaines, et les médecins

n'acceptent pas d'en faire à plus de 21 ou 22 semaines, sauf pour des raisons de santé.(...) Bref, il nous semble de plus en plus évident que ce vide sert d'abord les antichoix. On ne comptera évidemment pas sur l'actuel gouvernement pour tirer cette question au clair, mais le parti qui, tôt ou tard, succédera aux conservateurs ferait bien de commencer à y réfléchir dès maintenant.

- Jonathan Kay, National post, 1er février, "**Homicide**" or not, abortion is a subject that too few Canadian politicians are willing to tackle
- La réponse de Carolyn Bennett's MP libérale, 2 février, **Yesterday and Today on Twitter ... Trying to deal with the misrepresentation in the National Post on late-trimester abortion**

L'affirmation de M. Kay selon laquelle les avortements de dernier trimestre sont effectués «pour une raison quelconque, ou sans aucune raison du tout» n'est tout simplement pas vraie. Je suis l'une des nombreuses femmes politiques prêtes à s'attaquer à ce sujet. Les avortements de dernier trimestre de grossesse ne se produisent pas au Canada sans «raison». (traduction libre)

- **Tristin Hopper**, National Post, 6 février, '**Incompatible with life**': One mother's account of her difficult decision to request a rare, late-term abortion

Récits de femmes qui ont vécu un avortement tardif. «Je veux que les gens comprennent ce que ces femmes ont vécu avant que l'on ne commence à accuser les médecins, qui les ont aidés, d'être des meurtriers». (traduction libre)

- **Jesse Kline**, National Post, 7 février, **Canada's status quo on abortion is the best-case scenario**

Mon collègue Jonathan Kay aime à rappeler aux lecteurs que «le Canada est le seul pays dans le monde occidental sans aucune loi sur l'avortement.» C'est un fait. Néanmoins, nous avons développé un système non pénal qui fonctionne très bien dans la plupart des cas. Il est important de se rappeler que - comme exprimé clairement dans l'article de première page de jeudi du National Post - la décision de se faire avorter est rarement prise à la légère. Elle est l'une des décisions les plus déchirantes et intimes à laquelle une femme peut être confrontée.

Des fois, il est mieux que la loi ne s'en mêle pas. Les questions de morale doivent parfois être laissées aux personnes dont les vies sont affectées. Pour reprendre une expression de Ralph Klein – l'avortement est une question qui se décide entre «une femme, son médecin et son Dieu. » (traduction libre)

- **Paul Russell**, National Post, 9 février, **Most Post readers agree: It's time Canada had an abortion law**
- **Pat Maloney**, Special to National Post, 18 février, **Lack of accurate numbers turns Canada's abortion argument into guesswork**

Nous ne savons pas combien d'avortements sont effectués chaque année au Canada. Nous ne savons pas non plus combien d'avortements tardifs sont effectués. Et nous ne savons pas les raisons pour lesquelles les femmes recourent à l'avortement.

Il y aurait plusieurs solutions à ce problème : Rendre obligatoire la compilation des avortements et toutes les statistiques par exemple. Y compris ceux effectués dans les cliniques, les cabinets médicaux privés, et au Québec. Rendre obligatoire la déclaration du nombre de semaine de grossesse lors de l'interruption. Par la suite, rendre les faits publics, y compris le coût pour le contribuable.

L'avortement est la seule procédure médicale pour laquelle des statistiques exactes et précises ne sont pas disponibles au Canada. Pourquoi cette exception? Une fois les chiffres en main, nous pourrions vraiment commencer à discuter. » (traduction libre)

- **Luke Simcoe**, Metro Windsor, 26 février, **Pro-choice activist accuses Essex MP of defamation**

Joyce Arthur s'insurge contre la mauvaise interprétation de ses propos par un anti-choix qui prétend qu'elle défend et supporte l'avortement en toute circonstance, y compris dans le cas de l'avortement sexo-sélectif ou lorsque l'avortement est utilisé comme moyen de contraception. Elle répond : « Au Canada, vous pouvez obtenir un avortement sans avoir à en indiquer le motif. Les raisons peuvent être complexes, et nous ne sommes pas forcément en accord avec toutes, mais ce n'est pas une raison pour refuser à une femme d'avorter ». Quant aux préoccupations de Watson à propos des avortement qui se passeraient «n'importe quand» ou seraient utilisés comme une forme

de contrôle des naissances, J. Arthur déclare que ce genre de propos discrédite les femmes et leur capacité à prendre des décisions responsables. «C'est vraiment insultant pour les femmes et les médecins», dit-elle. «C'est comme si des femmes enceintes de huit mois et demi allaient se faire avorter en allant au salon de coiffure ». (traduction libre)

## Les centres d'aide à la grossesse

Comme vous le savez certainement la FQPN travaille depuis plus d'un an en collaboration avec l'école de travail social et le service aux collectivités de l'UQAM à la réalisation d'une recherche sur les centres d'aide à la grossesse anti-choix. Nous suivons donc ce dossier de près... aussi bien au Québec que dans le reste du monde.

Cela pourrait n'être qu'anecdotique, et c'est sûrement la première fois que ce bulletin contient un article issu de la presse « people », mais la mère de Justin Bieber, (qui a failli avorter du fœtus qui allait devenir l'idole adolescente pop du moment) a collaboré à la réalisation d'un court-métrage opposé à l'avortement. Et elle veut investir les fonds récoltés dans des centres d'aide à la grossesse... Sachant l'influence que chacune des actions du chanteur a sur de centaines de milliers d'adolescentes, cela fait un peu peur.

- Gabrielle Duchaine, la presse, 21 février 2013, [Un groupe pro-vie s'invite à la faculté de pharmacie](#)

Des militants pro-choix s'inquiètent qu'un groupe anti-avortement ait obtenu des services de la faculté de pharmacie de l'Université de Montréal pour sa campagne auprès de femmes enceintes en lui dissimulant complètement ses allégeances pro-vie.

- Julie CHARPENTRAT et Isabelle TOURNE, [Making-off / les coulisses de l'info, Plongée dans les nouvelles méthodes des anti-avortements](#)

PARIS – Qu'est-ce qui nous a amenées à nous pencher sur les nouvelles méthodes des mouvements anti-avortement en France? D'abord, un constat étonnant: en 2009, pour les besoins d'un papier, l'une d'entre nous tape trois lettres, «IVG», sur Internet. Elle recherche des informations officielles très simples, comme le taux de remboursement ou les dates limites pour avorter. Mais là, surprise: il n'existe aucun site officiel, et le site du Planning familial, qu'elle imaginait pourtant être LA référence en la matière, ne contient que peu d'informations.

Quasi-systématiquement, les premiers résultats de recherche renvoient à des sites comme [www.ivg.net...](#) qui apparaissent aussi très souvent dans les liens sponsorisés (publicités).

À la lecture de ces sites, il apparaît rapidement que tout ce qui se dit dessus à propos de l'avortement (études scientifiques américaines, témoignages) est négatif. Des photos de femmes soucieuses accompagnent des articles sur le "syndrome post-abortif", la "dépression", les "risques liés à l'IVG" (interruption volontaire de grossesse), les "risques de la pilule" etc.

- Marion Moussadek, La Tribune de Genève, 28 février, [Quand les anti-avortement avancent masqués](#)

En Suisse, pas de numéro officiel pour les futures mamans (ou pas) perdues. Mais le constat est similaire: beaucoup d'acteurs avancent masqués. «Le site Internet de Avifa (Amour, vie, famille) ne parle pas de l'IVG et aborde la contraception uniquement de manière négative alors que leur position officielle n'est pas anti-avortement», explique Alain Pfammatter, responsable des consultations de santé sexuelle au Planning familial de Lausanne.

- Closer, 19 janvier, [Justin Bieber : sa mère s'engage contre l'avortement](#)

Pattie Mallette, la maman de Justin Bieber compte bien profiter de l'argent et de la notoriété de son fils pour véhiculer les valeurs auxquelles elle croit. Elle vient de produire un court-métrage contre l'avortement.

Aujourd'hui, consciente de sa popularité, elle se lance donc dans une nouvelle bataille en devenant l'une des productrices du court-métrage anti-avortement "Crescendo" qui a pour but de récolter 10 millions de dollars, afin de rénover et de créer des nouveaux centres qui accueillent les jeunes filles enceintes.

- [Rhiannon Lucy Cosslett, guardian.co.uk, 24 janvier, Abortion: thank God Justin Bieber fans won't be listening to his mother](#)

### *Comment savoir si un centre d'aide à la grossesse procure une information complète et juste aux femmes qui le fréquentent?*

Ces dernières années plusieurs reportages d'enquête journalistique visant des centres d'aide à la grossesse ont été publiés. Ils mentionnent que certains centres donnent des informations erronées aux femmes et cherchent à les dissuader d'avorter. Certains de ces organismes cités dans les reportages en réfèrent d'autres. Sans tirer de conclusions sur leurs pratiques d'intervention, on peut supposer qu'ils partagent des affinités.

Par exemple, grâce à l'article de Gabrielle Duchaine dans La Presse du 21 février 2013, on apprend qu'« après avoir maintes fois refusé de dire à La Presse que son groupe (Alliance Ressource Grossesse) est pro-vie, le directeur de Marc Albert Bélanger a reconnu qu'il n'était « pas en accord avec l'avortement » ». En cliquant sur ce [lien](#) (consulté le 5 mars 2013), vous pouvez consulter la liste des centres qui sont membres d'Alliance Ressource Grossesse ou qui sont recommandés par cet organisme.

De la même manière, Patricia Maloney, animatrice du blogue Run With Life, qu'elle qualifie elle-même de pro-vie<sup>1</sup>, recommande le site [Adoption in Canada](#), qui propose une liste de centres d'aide à la grossesse dans chaque province.

Si vous vous posez des questions sur un centre, vous pouvez toujours nous appeler et nous répondrons à votre question, dans la mesure des informations disponibles.

# FQPN

---

<sup>1</sup> « Please check out my Run With Life website that accompanies this blog for more information on pro-life issues. » (consulté le 5 mars 2013 )

## Pendant ce temps au Canada... les anti-choix s'agitent

### Alberta

- Radio Canada, 28 janvier, [Des étudiants anti-avortement veulent traîner l'Université de Calgary en cour](#)

Des étudiants de l'Université de Calgary qui s'opposent à l'avortement contesteront en cour des règlements universitaires les empêchant d'afficher des messages anti-avortement sur le campus.(...) Leur campagne *Genocide Awareness* associe l'avortement au génocide.

L'université espère trouver un compromis avec l'association anti-avortement avant de se rendre devant les tribunaux le 17 avril. (traduction libre)

### Colombie Britannique

- [Tristin Hopper, National Post, 31 janvier, B.C. city squelches request to take down anti-abortion display mounted on private property](#)

La ville d'Abbotsford, en Colombie-Britannique, a rejeté les demandes qui lui avaient été faites de prendre des mesures contre l'installation d'un faux cimetière où chaque croix représente un fœtus avorté, en faisant valoir que des expositions sur une propriété privée échappent à la compétence de la ville.

«Après tout, ils ne permettraient pas à quelqu'un d'afficher des signes racistes ou d'autres offenses sur une propriété privée à la vue du public, alors pourquoi est-il autorisé de cibler les femmes?» a écrit Joyce Arthur dans un courriel du jeudi au Post. (traduction libre)

### Ontario

Un activiste anti-choix met en danger un médecin pratiquant l'avortement en affichant son nom. La médaille du Jubilé de la reine est encore une fois décernée à un anti-choix : il s'agit cette fois de John-Henry Westen, éditeur en chef de LifeSiteNews.com, récompensé pour son travail par Cheryl Gallant. En Ontario aussi des étudiants de l'université de Trent se battent pour obtenir le droit de fonder un club anti-choix. Et la Campaign Life Coalition reprend ses activités pour que cesse le remboursement public de l'avortement.

- [Peter Baklinski, Lifesitenews, 28 février, Peaceful Ottawa pro-lifer threatened with arrest for holding sign naming abortionist](#)
- [Peter Baklinski, Lifesitenews, 18 février, For encouraging and promoting life': MP awards Diamond Jubilee Medal to LifeSiteNews co-founder](#)

Cheryl Gallant, lors de remise de la médaille, a qualifié LifeSiteNews de « site d'information en ligne le plus populaire sur la famille et la vie » et « d'outil essentiel pour les leaders pro-vie et pro-famille à travers le monde ». Elle mentionne que **ses collègues au Parlement le consultent régulièrement pour savoir se tenir informés des enjeux pro-vie** (traduction libre)

- [Pat Reddick, Trent Arthur, 11 février, Pro-Life Group Denied Club Status, Seeks to Fight Decision](#)
- [Thaddeus Baklinski, Lifesitenews, 14 février, Defund Abortion Rally at Ontario Legislature is scheduled for March 19](#)

Les données d'un sondage Abacus de 2011 révèlent que plus de 60 % des Ontariens sont contre le statu quo du remboursement public des avortements.

« La Campaign Life Coalition Youth (CLC Youth) soutient que le financement des avortements par le gouvernement est un abus flagrant dans la manière de dépenser les deniers publics, que cela est injuste, et que ces fonds pourraient et devraient être dédiés à des dépenses autres que de soutenir la mort de nos enfants à naître». «Cet argent pourrait être mieux dépensé, il pourrait servir à recruter 200 médecins et 400 infirmières de plus et acheter 20 appareils d'IRM supplémentaires; ou bien permettre à 500 enfants autistes de recevoir les soins médicaux dont ils ont besoin» dit Alissa sur LifeSiteNews.com. (traduction libre)

## L'actualité de l'avortement aux États-Unis

Les projets de lois visant à interdire ou limiter l'accès à l'avortement se multiplient à un rythme effréné.

Quatre États essaient d'introduire une législation pour que soient interdits les avortements dès l'apparition des premiers battements de cœur, soit dès 6 semaines. Cinq États essaient de forcer les femmes à subir une échographie avant leur avortement. Des restrictions sur l'accès aux pilules abortives sont passées dans 6 états. Et, comble de l'horreur, le Nouveau-Mexique cherche à abolir l'avortement après un viol car cela serait une destruction de preuve. Il est possible de consulter la liste des attaques au droit à l'avortement aux États-Unis [ici](#).

Au cas où il vous resterait encore assez d'indignation disponible, allez consulter [l'article](#) qui relate comment la Fondation Komen contre le cancer du sein a coupé les fonds alloués aux plannings familiaux, fonds qui permettaient aux femmes qui n'ont pas accès au système de santé d'avoir accès aux programmes de dépistage du cancer du sein. C'est le moment de voir, si ce n'est déjà fait, l'excellent documentaire de Léa Pool, [l'Industrie du Ruban rose](#)

- Radio Canada, 25 janvier, [États-Unis : projet de loi pour rendre l'avortement illégal après un viol](#)
- Hélène Grégoire, France 2, 24 janvier, [Le droit à l'avortement menacé dans le Mississippi](#)
- [N.D. Lawmakers Propose Ban on Abortions Based on Sex of Foetus, Genetic Defects](#)

Si la loi est adoptée, ceux qui réalisent des avortements en raison du sexe du fœtus ou d'un défaut génétique pourraient être accusé d'un délit de classe A, passible d'une peine d'un an de prison et d'une amende de 2000 \$ maximum.

### *Roe vs Wade, 40 ans plus tard...*

- Le Figaro, [6 Américains sur 10 pour l'avortement](#)

Plus de six Américains sur 10\* considèrent qu'il faut garder le droit à l'avortement légal aux États-Unis, [un sujet toujours explosif dans le pays](#) qui célèbre cette année les 40 ans de cette décision historique de la Cour Suprême. Quelque 63% des personnes interrogées ne veulent pas voir abolie la décision légalisant l'avortement, connue sous le nom de "Roe versus Wade", contre 29% qui voudraient voir le contraire, selon un sondage du Centre Pew Research.

*\* Pour ce sondage, 1.502 adultes ont été interrogés entre les 9 et 13 janvier 2013.*
- Carole Joffe - , Dissent, Winter 2013, [Roe v. Wade and Beyond: Forty Years of Legal Abortion in the United States](#) (analyse)
- Un tour du [web en vidéo](#) pour les 40 ans de Roe v. Wade (en anglais)
- Images d'archives et extraits audio, [40 ans de Roe et WADE](#) (en anglais)

### *Initiatives pro-choix inspirantes aux États-Unis*

L'équipe de Our Bodies Ourselves a commencé la [distribution du livre](#) du même nom sur la santé des femmes aux représentant.e.s politiques, et elles vont continuer de le faire jusqu'à ce que chaque membre du congrès en ait un. Ainsi, toute personne souhaitant passer une loi qui a un impact sur la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles aura accès à une information juste et pertinente sur le sujet.

## L'actualité de l'avortement à travers le monde

### Arménie

- Taleen K. Moughamian, OBO'S, 6 février, **In Armenia, Abortion Rates are High and Access to Contraception is Limited**

Il n'est pas rare de rencontrer des femmes qui ont besoin d'être traitées pour des infections sexuellement transmissibles (IST) parce que leurs maris ont des relations extra conjugales à l'étranger. (...) Cela pose un problème énorme et c'est l'une des raisons principales pour lesquelles les ITSS, dont le VIH, sont en hausse en Arménie.

Dans ce pays, l'avortement est légal jusqu'à 12 semaines. Une femme de 40 ans a en moyenne avorté 8 fois, selon une étude réalisée en 1995 à une clinique d'avortement d'Erevan. Un paquet de pilules contraceptives coûte environ 15-20 \$ par mois en Arménie. Pour une famille rurale qui fait à peine 100 \$ par mois, c'est totalement hors de prix. (traduction libre)

### Australie

- LINDA SILMALIS, The Daily Telegraph, 31 janvier, **Push for abortion drugs to cost less than \$12**

Le gouvernement fédéral examine la possibilité de subventionner les avortements par médicament, ce qui permettra aux femmes de mettre fin à une grossesse pour aussi peu que 12 \$. Le coût actuel de 300 \$ est inabordable pour de nombreuses femmes à faible revenu qui veulent un avortement non chirurgical. Il est estimé qu'il y a environ 70 000 avortements par an en Australie. Moins de 1/20 de ces avortements sont faits avec le RU486. (traduction libre)

- Anna Patty, Melissa Davey, SMH, 10 février, **Manslaughter counts for unborn babies**

Un nouveau projet de loi cherche à créer une infraction pénale qui reconnaît un statut juridique au fœtus dans le cas d'acte criminel posé sur une femme enceinte.

### Espagne

- Jesús García, El País, 31 janvier 2013, **SPAIN: Dr Carlos Morin and his clinic staff absolved of all charges**

La Cour de Barcelone prononce aujourd'hui l'acquittement de tous les accusés dans une affaire introduite par des groupes anti-avortement. Le Procureur avait demandé 273 ans de prison pour le Dr Morin- qui réalisait avec son équipe des avortements tardifs. Les juges de la sixième Cour ont déclaré qu'ils pensaient que tous les avortements à l'étude ont été réalisés dans le cadre de la loi, avec le consentement et à la demande expresse des femmes enceintes. (traduction libre)

- Abortion Review, 31 janvier, **Commentary: What the Spanish abortion law has meant for European women**

### Ghana

- Guttmacher Institute, 20 février, **Young, poor, single women risk unsafe abortion**

### Indonésie

- Nani Afrida, The Jakarta Post , 20 février, **Abortion today – still secret, but easy to find**

En Indonésie, l'avortement est illégal, mais il est possible d'en obtenir par des moyens détournés.... « Ces numéros vous mèneront vers les cliniques de santé privées. Vous allez parler à un homme sympathique qui va vous fournir des renseignements. Mais il faut le convaincre que vous avez vraiment besoin d'aide. Comme le service est illégal les personnes au téléphone sont généralement très prudentes. Une autre façon d'obtenir un avortement est en marchant le long de Jl Raden Saleh à Jakarta. Les intermédiaires reconnaissent leurs clients cibles. Habituellement, des couples pâles et confus. L'homme s'approche et demande: «Voulez-vous vous débarrasser de ça? » Si le couple dit oui, l'intermédiaire les amène conduira à un lieu où se font les avortements. »



Les données de l'Agence nationale de la population et la planification familiale (BKKBN) révèlent que le nombre d'avortements dans le pays a augmenté de 15 % par an. L'agence estime qu'il y avait 2,4 millions d'avortements en Indonésie en 2012, et environ 800 000 de ces femmes étaient des adolescentes. (traduction libre)

### *Irlande*

- MARY FAVIER, The Irish Times, 25 février, **GP-based care must be central to abortion law**

Les riches femmes irlandaises ont toujours eu accès à l'avortement. Elles peuvent voyager. Cependant, pour de nombreuses femmes c'est impossible car elles n'ont pas les fonds nécessaires pour le faire. Comment en effet obtenir £1000 en moins de deux semaines, sans dire à personne la raison pour laquelle vous avez besoin de cet argent? (traduction libre)

- Eilish O'Regan, The Independent, 14 février, **Terrifying errors led to death of Savita**

### *Israël*

- Lisa Hallgarten, The Guardian, 30 janvier, **Forced contraception of Jewish Ethiopian women is tip of global iceberg**

Certaines femmes Éthiopiennes dans des camps de transit en Israël se sont vues refuser l'entrée au pays si elles refusaient l'injection de Depo-Provera, tandis que d'autres croyaient à tort qu'elles se faisaient vacciner contre une maladie. Tandis que des démographes Israéliens discutent de la nécessité de préserver "une claire majorité Juive dans la population israélienne", il peut sembler anormal que des femmes Ethiopiennes juives soient forcées ou convaincues d'utiliser ce mode de contraception hautement efficace.

Forcer les femmes à avoir des enfants, ou les empêcher d'en faire, leur refuser des traitements pendant la grossesse ou effectuer des interventions médicales sans leur consentement éclairé constituent des menaces contre la sécurité, la dignité et l'intégrité corporelle des femmes. Cela constitue une grave violation des droits reproductifs et humains des femmes et ce ne devrait être supporté par aucun gouvernement ni médecin. (traduction libre)

### *Japon*

- Sophian Bourire ,7 sur 7 Belgique, 27 février, **Le Japon envisage d'interdire l'avortement pour relancer la natalité**

Le faible taux de natalité constitue un gros problème au Japon. En effet, il y a de moins en moins de contribuables pour payer les retraites, et la population active diminue rapidement, ce qui a un effet négatif sur l'économie nationale.

### *Ouganda*

- Irinnews, 25 février, **The high cost of unsafe abortion in Uganda**

Renforcer l'accès aux soins de santé reproductive pour les femmes pourrait considérablement réduire le nombre d'avortements clandestins et le coût élevé des soins post-avortement clandestins en Ouganda, disent les experts. Bien qu'il existe peu d'études sur le sujet, les experts estiment que 297 000 avortements sont pratiqués chaque année, et que 85 000 femmes traitées pour des complications. (traduction libre)

### *Suisse*

- The local, 26 février, **Swiss pro-lifers launch bid to ban abortion**

Des militant.es. Suisses anti-choix ont lancé une initiative mardi pour interdire l'avortement dans le pays pour des raisons économiques, affirmant que la pratique coûte des centaines de milliards de francs en perte de recettes fiscales. La campagne «Protéger la vie pour remédier à la perte de milliards» a été lancée par un groupe indépendant qui a besoin de réunir plus de 100 000 signatures avant août 2014 afin que la question soit soumise à un référendum. Le groupe maintient que les 11 000 avortements qui ont lieu chaque année en Suisse privent le pays de centaines de milliards de revenus d'impôts et de consommation. (traduction libre)

## Thaïlande

- Bangkok Post, 24 janvier, [Illegal abortions cost nation dear](#)

Plus de 30 000 femmes ont été admises à l'hôpital en 2011 suite aux complications d'avortements clandestins, déclare un universitaire. Quatre d'entre elles sont mortes. Il a indiqué que 80% des patientes admises dans les hôpitaux après des avortements clandestins étaient adultes et le reste adolescentes. La loi permet aux femmes de recourir à l'avortement si elles ont moins de 15 ans, sont en mauvaise santé ou sont victimes de viol.

## Turquie

Suite aux déclarations pro-famille nombreuse du président Erdogan, la Turquie passe de nouvelles lois pour limiter l'avortement.

- Dorian Jones, 14 février, [Turkish Women's Groups Gird for Abortion Rights Battle](#)
- Constanze Letsch, The Guardian, 1 février, [Turkish law will make legal abortion impossible, say campaigners](#)

## Infos et outils utiles pour la militance pro-choix

### Les statistiques sur l'avortement et la contraception

- ZOSIA BIELSKI, The Globe and Mail, 29 janvier, [Why teen pregnancy is on the rise again in Canada \(and spiking in these provinces\)](#)

Après une baisse régulière des taux de grossesse chez les adolescentes depuis les années 70, le Canada observe maintenant une augmentation spectaculaire dans plusieurs provinces. Les experts accusent le climat socio-économique comme un facteur clé.

Alors que le taux national n'a que légèrement augmenté, passant de 27,9 sur 1000 adolescents à 28,2, quatre provinces ont connu des hausses vertigineuses entre 2006 et 2010: les taux de grossesse chez les adolescentes de 15 à 19 ans ont bondi de près de 40 pour cent au Nouveau-Brunswick, de 36 pour cent à Terre-Neuve, de 17 pour cent en Nouvelle-Écosse et de 15 pour cent au Manitoba. (traduction libre)

### Rapports et recherches sur l'avortement et la contraception

- Alyson Hyman, Kelly Blanchard, Francine Coeytaux, Daniel Grossman, Alexandra Teixeira, Contraception, février, [Misoprostol in women's hands: a harm reduction strategy for unsafe abortion](#)

Le misoprostol permet de réduire les méfaits dans les endroits où les femmes n'ont pas ou peu accès à un avortement légal et sécuritaire.

- Kate Grindlay, Kathleen Lane, Daniel Grossman, [Women's and Providers' Experiences with Medical Abortion Provided through Telemedicine: A Qualitative Study](#) (Nous avons le PDF de cette étude si vous en avez besoin)

Conclusions: Les résultats de cette étude indiquent que la télémédecine peut être utilisée pour un avortement par médicament sans impact négatif sur les patientes ou les médecins.

### Argumentaires et débats pro-choix

Ci-dessous une série d'articles débattant de la pertinence de conserver-ou pas- le terme « avortement » ou pro-choix dans la mission des organismes. Cette discussion survient après la décision du *Planned Parenthood US* de ne plus utiliser le terme pro-choix, et celle de la revue *Abortion Review* de changer de nom pour *Reproductive Review*. Très intéressant, mais malheureusement intégralement en anglais et trop long à traduire.

- LINDA GORDON, In these Times, 21 janvier, **Why Abortion Is a Labor Issue**. Can unions team with feminists to create an 'American Spring?'

Les syndicats et autres militants des droits du travail et syndicaux ont généralement ignoré les droits reproductifs. Notamment parce que c'est un milieu majoritairement masculin. Mais aujourd'hui les femmes représentent 44% des syndiqués. Et la question de la reproduction et de la maternité sont indissociablement liées aux questions du travail. (traduction libre)

- Jennie Bristow, The abortion Review, janvier, **Commentary: The 'generation war' over abortion rights**

Pourtant, les militant.e.s plus jeunes ont tendance à formuler la question d'une manière différente – ils/elles veulent moderniser la cause et souvent ne mentionnent pas le terme pro-choix, qu'ils et elles considèrent limitatif et dépassé. Ils et elles adoptent un cadre plus large, inspiré par la justice reproductive et ouvrent les enjeux à l'accès à l'avortement, mais aussi la contraception, la garde d'enfants, les droits des homosexuel.le.s, l'assurance maladie ... (traduction libre)

- Abortion Review, janvier, **USA: Main abortion advocacy organisation moves away from 'pro-choice' label**

Deux semaines avant le 40e anniversaire de Roe v Wade, Planned Parenthood a annoncé qu'elle a réorienté sa stratégie et n'endosse plus l'étiquette «pro-choix» afin d'attirer le soutien de personnes qui ne s'identifient avec ni un ni l'autre groupe, rapporte le *Guardian*. (traduction libre)

- Abortion Review, 15 janvier, **London Declaration of Pro-Choice Principles**

We believe in a woman's autonomy and her right to choose whether to continue or end a pregnancy. Every woman should have the right to decide the future of her pregnancy according to her conscience, whatever her reasons or circumstances. A just society does not compel women to continue an undesired pregnancy.

We recognise that support for choice in itself is not enough. Access to abortion is an integral part of women's reproductive health care, and we believe in the right to receive this. Women need access to resources and services, including the counsel of the professionals, friends and family they choose to involve. Legal, political, social and economic changes are necessary to allow the exercise of reproductive choice, and a commitment to such changes is part of a commitment to choice.

We express solidarity with those who provide abortion care, and we recognise the moral value of their work. We recognise and respect that some health care personnel may choose not to provide abortions, but we believe it is ethically imperative for them to ensure that a woman receives a referral to a willing provider.

We believe there is a profound moral case for freedom of reproductive choice. We are committed to explaining why abortions are necessary and why women are competent to make decisions and act on them responsibly.

To be pro-choice is to be committed to the right of women to make their own reproductive decisions and to:

- Strive to create the conditions in which reproductive choice may be exercised.
- Support reproductive autonomy.
- Advocate for legal frameworks that allow autonomous decision-making.
- Educate the public and policymakers globally about the value of reproductive autonomy.

Women are the only ones who can make the right decision for themselves. This is the very essence of what it means to be pro-choice.

*Chandos House, London. September 2012*

- Clare Murphy, Abortion review, 28 janvier, **From Nuvarings to epidurals: What does it mean to be pro-choice?**

Accoucher dans son salon n'est peut être pas le souhait de chaque femme, tout comme la perspective d'une péridurale dans un lit d'hôpital peut paraître hérétique à des femmes qui préfèrent un accouchement à domicile. Être pro-choix c'est respecter l'autonomie corporelle des

femmes et leur capacité à prendre la décision qui leur convient le mieux dans le domaine de leur vie reproductive, que ce soit dans le choix de la contraception, la décision de poursuivre ou de mettre fin à une grossesse, ou le choix de la façon dont elle nourrit son bébé dans les premiers mois.

Une femme à qui on refuse le contrôle de si, quand et comment être elle veut être mère n'aura que peu de contrôle sur le reste de sa vie. C'est pour ça que nous sommes pro-choix. (traduction libre)

- **Abortion Review, 28 janvier, [Abortion Review is becoming Reproductive Review](#)**  
Au cours des prochaines semaines, les lecteurs et lectrices d'*Abortion Review* remarqueront quelques changements sur le site. Il y aura un nouveau titre, un nouveau design, et notre contenu éditorial aura une portée plus large. Nous savons que les femmes qui cherchent à avorter ne sont pas différentes des femmes qui ont des enfants, ou cherchent à avoir des enfants. (traduction libre)
- **Molly M. Ginty, WeNews, 12 mars, [Activists Connect Choice to Reproductive Justice](#)**  
Je travaille avec des activistes de partout dans le monde et ils et elles utilisent de plus en plus le terme "justice reproductive" tout en continuant à utiliser la notion de "choix". La sémantique importe peu, ce qui compte, c'est le travail accompli. (traduction libre)

## Initiatives et prises de positions pro-choix inspirantes

- Conférence à Montréal, au Centre Saint Pierre sur l'intervention féministe en santé, le 14 mars à 18h30 avec Christiane Corbeil. Organisée par le Centre de Santé des femmes de Montréal
- Série d'activités "**Mon corps, fières d'avoir le choix**". Informations au 514-933-2507 et [www.actiongardien.org](http://www.actiongardien.org)
  - 14 mars de 13h30 à 15h30. Le droit à l'avortement: les acquis sont-ils en périls? aux Services Juridiques et Communautaires, dans le cadre de Jeudis de la Justice.
  - 19 mars de 16h à 20h C'est quoi un avortement? Tout ce que vous avez toujours voulu savoir. à la Clinique Communautaire
  - Des ateliers "Paroles De Femmes" (non-mixtes et bilingues)  
Dans un espace sécuritaire, les femmes pourront partager leurs expériences, leurs questionnements, leurs fragilités et leurs fous rires, autour du thème "Mon corps, fières d'avoir le choix". Chaque atelier comprendra une partie créative pour transposer les idées en forme et en couleur.  
21 mars à 16h30 à Saint-Columba : avec les ados.  
21 mars à 18h à Saint-Columba  
27 mars à 13h à Madame Prend Congé  
10 avril à 10h à Alterne School à Saint-Columba
  - Une activité de Mise en Commun- 21 avril de 11h à 16h : Brunch communautaire au Carrefour  
Une journée intergénérationnelle et créative où les participantes aux divers ateliers auront la chance de se rencontrer et partager leurs réflexions et expériences. Nous verrons ensemble les suites, par exemple, créer un ZINE (journal d'expression libre), organiser un événement public mixte dans le quartier, ou autre...
- **Stephanie Simko, The Argus, 13 février, [Canadian women proclaim: "This is My Body"](#)**. Nous avons déjà parlé de cette campagne qui réplique une initiative ayant eu lieu aux États-Unis. Particulièrement pertinente est la discussion qui a eu lieu sur la page [Facebook](#) et peut être consultée à partir du premier commentaire de Jessica Danforth :  
Alors j'ai déjà partagé ceci avant mais on dirait qu'il n'a pas été pris en considération puisque le nom de cette page est encore «Ceci est mon corps canadien». Même si je suis d'accord avec une initiative nationale pour parler de nos corps, je désapprouve avec véhémence de l'appellation «Ceci est mon

corps canadien». En l'appelant « canadien » vous êtes non seulement en train d'exclure un grand nombre de personnes avec différents « statuts » de citoyenneté et de papiers, mais vous ignorez aussi le fait que le Canada est un pays créé par le génocide, la violence et le colonialisme des peuples autochtones. (...) Le Canada ne possède PAS nos corps - mon corps n'est pas un corps « Canadien ». Mon corps est à moi et je ne me joindrai pas à une initiative qui me demande de l'associer au Canada. (traduction libre)

## Historique des luttes pour l'avortement

- KATE MANNING, 21 janvier, New York Times, [Leeches, Lye and Spanish Fly](#) (Les horreurs que les femmes ont du faire pour avorter)
- Mandy Van Deven, ms magazine, 10 janvier, [International Planned Parenthood Federation: Still Sexy at 60](#)

Le 29 Novembre 1952, une poignée de femmes a décidé de créer un monde différent. Ces femmes de huit organisations de planification familiale représentant les Pays-Bas, Hong Kong, l'Inde, Singapour, l'Allemagne de l'Ouest, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis croyaient que l'autonomie des femmes par rapport à leur corps était essentielle afin de bâtir des familles saines et des communautés durables. La Fédération internationale de Planning Familial était née. (traduction libre)

## Outils

- Un site Internet sur la contraception d'urgence à travers le monde, [www.emergencycontracpetion.org](http://www.emergencycontracpetion.org).
- OBO'S [Evidence-Based Health Information: Resources from Cochrane Collaboration and CUE](#)  
La Cochrane Collaboration est une organisation internationale à but non lucratif qui produit des analyses critiques sur les médicaments. Une excellente ressource pour trouver une information médicale éclairée et sans conflit d'intérêt. (traduction libre)
- Retranscription des interventions de la soirée de célébration des 25 ans du jugement Morgentaler à Toronto. Sur le Blogue de We move to canada : [Partie 1](#) et [partie 2](#). Avec Carolyn Egan, Ontario Coalition for Abortion Clinics, Jessica Yee, Native Youth Sexual Health Network et Canadians for Choice, Ayesha Adhami, Immigrant Women's Health Centre, Rhonda Roffey, Women's Habitat, Kelly Holloway, activist against "Genocide Awareness Project", Angela Robertson, Women's College Hospital.
- (video) [Abortion Rights: Access and Barriers](#) (en anglais) par Rachael Johnstone, auteure de la thèse *The Politics of Abortion in Canada After Morgentaler: Women's Rights as Citizenship Rights*. Présentation réalisée dans le cadre du Greater Toronto Workers' Assembly, discussion sur le féminisme et l'anticapitalisme.

## Sujet chaud : la criminalisation de la grossesse. Tendance aux États-Unis et en Australie

Une étude menée aux États-Unis identifie 413 cas où des femmes enceintes ont été arrêtées et privées de leurs droits fondamentaux sur la base de leur condition de grossesse. Les conclusions, aussi bien aux États-Unis qu'en Australie montrent que lorsqu'on criminalise le comportement

des femmes enceintes, ce sont principalement les femmes des communautés les plus marginalisées (pauvres et afro américaines aux États-Unis, pauvres et Aborigènes en Australie) qui sont affectées.

- Jeanne Flavin, Lynn M. Paltrow, *Journal of Health Politics and Law*, janvier, [Arrests of and Forced Interventions on Pregnant Women in the United States, 1973–2005: Implications for Women’s Legal Status and Public Health](#)
- Karen McVeigh, *The Guardian*, 15 janvier, [Study finds widespread 'criminalisation of pregnancy' in US institutions](#)

Plus tôt ce mois-ci, Maria Guerra, de Memphis, Tennessee, a été accusée de conduite sous influence et de mise en danger d’un enfant pour avoir conduit, enceinte de 4 mois, avec un taux d’alcoolémie pourtant inférieur à la moyenne légale autorisée. En Oklahoma, ce mois-ci, Jamie Lynn Russell, 33 ans, est morte des suites d’une grossesse ectopique en prison. Elle avait été incarcérée pour possession de drogue après qu’on ait découvert sur elle des médicaments d’ordonnance qui ne lui étaient pas destinés. Shai Bei Bei, d’origine chinoise, est présentement accusée de tentative de meurtre après avoir survécu à une tentative de suicide alors qu’elle était enceinte. L’affaire est en cours. (traduction libre)

- OBO’S When Pregnancy is a Crime: [Arrests, Forced Interventions in the Name of Public Health](#)
- Amy Gray, *Essential babies.com*, 16 janvier, [Locking up pregnant women](#) (en Australie)

L’agence de protection de l’enfance du Queensland a reçu une recommandation de la police de Queensland réclamant que les femmes enceintes qui consomment de la drogue ou de l’alcool soient placées en détention ou sous probation pour protéger leur enfant à naître (traduction libre)

Parce qu’il existe d’autres solutions que la criminalisation...

- Canada FASD Research Network’s Action Team on Prevention from A Women’s Health Determinants Perspective, [SUPPORTING PREGNANT AND PARENTING WOMEN WHO USE SUBSTANCES, What Communities are Doing to Help](#)
- British Columbia Centre of Excellence for Women’s Health; [Women and Alcohol: A WOMEN’S HEALTH RESOURCE](#)
- British Columbia Centre of Excellence for Women’s Health, [Women-Centred Harm Reduction, Gendering the National Framework](#)
- British Columbia Centre of Excellence for Women’s Health ; [Mothering and Substance Use: Approaches to Prevention, Harm Reduction, and Treatment, Gendering the National Framework](#)

### Devenir membre de la FQPN

Abonné.e.s du Réseau de veille pro-choix, mais toujours pas membre de la FQPN? Qu’attendez-vous? En adhérant, vous resterez au courant de nos activités, aurez accès à toutes nos publications et pourrez participer à la vie démocratique de l’organisme.

Pour plus de détails, cliquez [ici](#)  
ou encore, téléchargez le [formulaire d'adhésion](#)

**Vous avez des commentaires, des suggestions ou des nouvelles que vous aimeriez nous transmettre? Écrivez à [mpirotte@fqpn.qc.ca](mailto:mpirotte@fqpn.qc.ca)**